

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/203055]

6 MAI 2015. — Arrêté ministériel portant diverses mesures d'exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie,

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Vu le décret du 18 juillet 2012 relatif à la mise en place d'une procédure de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et de systèmes d'efficacité énergétique, les articles 3 à 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique, les articles 4, 5 et 8;

Vu l'avis 56.319/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 juin 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement l'article 14.3 de la Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par "l'arrêté", l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 visant à mettre en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique.

Art. 3. Tous les modules de formation sont des modules de formation obligatoires au sens de l'article 5, § 2, alinéa 2, de l'arrêté.

Art. 4. Les conditions visées à l'article 4, § 2, alinéa 3, de l'arrêté, concernant la formation de base ou la formation professionnelle pour le métier de base pour les catégories reprises à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 6^o, de l'arrêté, sont les conditions d'accès à une des activités professionnelles suivantes :

1^o activité électrotechnique au sens de l'arrêté royal du 29 janvier 2007 relatif à la capacité professionnelle pour l'exercice des activités indépendantes dans les métiers de la construction et de l'électrotechnique, ainsi que de l'entreprise générale;

2^o activité d'installation de chauffage central, de climatisation, de gaz et de sanitaire au sens de l'arrêté royal du 29 janvier 2007 relatif à la capacité professionnelle pour l'exercice des activités indépendantes dans les métiers de la construction et de l'électrotechnique, ainsi que de l'entreprise générale;

3^o installateur frigoriste au sens de l'arrêté royal du 21 décembre 1974 déterminant les conditions d'exercice de l'activité professionnelle d'installateur-frigoriste dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat.

Art. 5. L'expérience professionnelle de 3 ans minimum pertinente visée à l'article 4, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté concerne les activités suivantes :

1^o pour les systèmes visés à l'article 3, § 2, 1^o, de l'arrêté :

a) une activité électrotechnique au sens de l'arrêté royal du 29 janvier 2007 relatif à la capacité professionnelle pour l'exercice des activités indépendantes dans les métiers de la construction et de l'électrotechnique, ainsi que de l'entreprise générale;

b) une activité de la toiture et de l'étanchéité au sens de l'arrêté royal du 29 janvier 2007 relatif à la capacité professionnelle pour l'exercice des activités indépendantes dans les métiers de la construction et de l'électrotechnique, ainsi que de l'entreprise générale;

2^o pour les systèmes visés à l'article 3, § 2, 2^o, de l'arrêté :

a) une activité d'installation de chauffage central, de climatisation, de gaz et de sanitaire au sens de l'arrêté royal du 29 janvier 2007 relatif à la capacité professionnelle pour l'exercice des activités indépendantes dans les métiers de la construction et de l'électrotechnique, ainsi que de l'entreprise générale;

b) une activité de la toiture et de l'étanchéité au sens de l'arrêté royal du 29 janvier 2007 relatif à la capacité professionnelle pour l'exercice des activités indépendantes dans les métiers de la construction et de l'électrotechnique, ainsi que de l'entreprise générale.

3^o pour les systèmes visés à l'article 3, § 2, 3^o et 5^o, de l'arrêté, une activité d'installation de chauffage central, de climatisation, de gaz et de sanitaire au sens de l'arrêté royal du 29 janvier 2007 relatif à la capacité professionnelle pour l'exercice des activités indépendantes dans les métiers de la construction et de l'électrotechnique, ainsi que de l'entreprise générale;

4^o pour les systèmes visés à l'article 3, § 2, 6^o, de l'arrêté :

a) une activité d'installation de chauffage central, de climatisation, de gaz et de sanitaire au sens de l'arrêté royal du 29 janvier 2007 relatif à la capacité professionnelle pour l'exercice des activités indépendantes dans les métiers de la construction et de l'électrotechnique, ainsi que de l'entreprise générale;

b) une activité électrotechnique au sens de l'arrêté royal du 29 janvier 2007 relatif à la capacité professionnelle pour l'exercice des activités indépendantes dans les métiers de la construction et de l'électrotechnique, ainsi que de l'entreprise générale;

c) installateur frigoriste au sens de l'arrêté royal du 21 décembre 1974 déterminant les conditions d'exercice de l'activité professionnelle d'installateur-frigoriste dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat;

5^o pour les systèmes visés à l'article 3, § 2, 7^o, de l'arrêté, foreur ou géologue.

Art. 6. § 1^{er}. Aux conditions d'agrément d'un centre de formation énoncées à l'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté est ajoutée la condition de ne pas modifier les supports pédagogiques de formation, ni utiliser les questionnaires d'examen lors de la formation.

§ 2. Aux conditions d'agrément d'un centre d'examen énoncées à l'article 8, § 2, de l'arrêté sont ajoutées les conditions suivantes :

1° fournir à l'administration les noms des membres du jury présents lors de chaque session d'examen;

2° minimum dix jours avant l'examen, communiquer les dates d'examen à l'administration qui lui transmet le questionnaire d'examen;

3° prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que les installateurs copient ou emmènent les questions d'examen;

4° communiquer les résultats de l'examen à l'administration et à l'organisme de contrôle dans les quinze jours à dater de la clôture des délibérations;

5° n'accepter que des candidats répondant aux conditions énoncées à l'article 5, § 2, alinéa 2 ou 4, de l'arrêté.

Namur, le 6 mai 2015.

P. FURLAN
Mme E. TILLIEUX

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/203055]

6. MAI 2015 — Ministerialerlass zur Festlegung verschiedener Maßnahmen zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie,

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung,

Aufgrund des Dekrets vom 18. Juli 2012 über die Einsetzung eines Verfahrens zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Erzeugung von Energie aus erneuerbaren Quellen und von Energieeffizienzsystemen, Artikel 3 bis 6;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute, Artikel 4, 5 und 8;

Aufgrund des am 4. Juni 2014 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 56.319/4 des Staatsrats,

Beschließen:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird Artikel 14.3 der Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Zur Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter "Erlass" den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute.

Art. 3 - Alle Ausbildungsmodule sind Pflichtmodule im Sinne von Artikel 5 § 2 Absatz 2 des Erlasses.

Art. 4 - Die in Artikel 4 § 2 Absatz 3 des Erlasses genannten Bedingungen betreffend die Grundausbildung oder die Berufsausbildung für die Haupttätigkeit für die in Artikel 3 § 2 Absatz 1 Ziffer 6 des Erlasses genannten Kategorien sind die Bedingungen für den Zugang zu einer der folgenden Berufstätigkeiten:

1° Tätigkeit im Bereich der Elektrotechnik im Sinne des Königlichen Erlasses vom 29. Januar 2007 über die beruflichen Fähigkeiten für die Ausübung selbstständiger Aktivitäten in den Berufszweigen des Baugewerbes und der Elektrotechnik sowie des Unternehmertums im Allgemeinen;

2° Tätigkeit als Installateur von Zentralheizungen, Klima-, Gas und Sanitäranlagen im Sinne des Königlichen Erlasses vom 29. Januar 2007 über die beruflichen Fähigkeiten für die Ausübung selbstständiger Aktivitäten in den Berufszweigen des Baugewerbes und der Elektrotechnik sowie des Unternehmertums im Allgemeinen;

3° Kühlanlageninstallateur im Sinne des Königlichen Erlasses vom 21. Dezember 1974 zur Bestimmung der Bedingungen für die Ausübung der beruflichen Tätigkeit als Kühlanlageninstallateur in den kleinen und mittleren Handels- und Handwerksbetrieben.

Art. 5 - Die relevante berufliche Erfahrung von mindestens 3 Jahren nach Artikel 4 § 1 Ziffer 2 des Erlasses betrifft folgende Tätigkeiten:

1° für die Systeme nach Artikel 3 § 2 Ziffer 1 des Erlasses:

a) eine Tätigkeit im Bereich der Elektrotechnik im Sinne des Königlichen Erlasses vom 29. Januar 2007 über die beruflichen Fähigkeiten für die Ausübung selbstständiger Aktivitäten in den Berufszweigen des Baugewerbes und der Elektrotechnik sowie des Unternehmertums im Allgemeinen;

b) eine Tätigkeit im Bereich der Bedachung und Dichtung im Sinne des Königlichen Erlasses vom 29. Januar 2007 über die beruflichen Fähigkeiten für die Ausübung selbstständiger Aktivitäten in den Berufszweigen des Baugewerbes und der Elektrotechnik sowie des Unternehmertums im Allgemeinen;

2° für die Systeme nach Artikel 3 § 2 Ziffer 2 des Erlasses:

a) eine Tätigkeit als Installateur von Zentralheizungen, Klima-, Gas und Sanitäranlagen im Sinne des Königlichen Erlasses vom 29. Januar 2007 über die beruflichen Fähigkeiten für die Ausübung selbstständiger Aktivitäten in den Berufszweigen des Baugewerbes und der Elektrotechnik sowie des Unternehmertums im Allgemeinen;

b) eine Tätigkeit im Bereich der Bedachung und Dichtung im Sinne des Königlichen Erlasses vom 29. Januar 2007 über die beruflichen Fähigkeiten für die Ausübung selbstständiger Aktivitäten in den Berufszweigen des Baugewerbes und der Elektrotechnik sowie des Unternehmertums im Allgemeinen.

3° für die Systeme nach Artikel 3 § 2 Ziffern 3 und 5 des Erlasses: eine Tätigkeit als Installateur von Zentralheizungen, Klima-, Gas und Sanitäranlagen im Sinne des Königlichen Erlasses vom 29. Januar 2007 über die beruflichen Fähigkeiten für die Ausübung selbstständiger Aktivitäten in den Berufszweigen des Baugewerbes und der Elektrotechnik sowie des Unternehmertums im Allgemeinen;

4° für die Systeme nach Artikel 3 § 2 Ziffer 6 des Erlasses:

a) eine Tätigkeit als Installateur von Zentralheizungen, Klima-, Gas und Sanitäranlagen im Sinne des Königlichen Erlasses vom 29. Januar 2007 über die beruflichen Fähigkeiten für die Ausübung selbstständiger Aktivitäten in den Berufszweigen des Baugewerbes und der Elektrotechnik sowie des Unternehmertums im Allgemeinen;

b) eine Tätigkeit im Bereich der Elektrotechnik im Sinne des Königlichen Erlasses vom 29. Januar 2007 über die beruflichen Fähigkeiten für die Ausübung selbstständiger Aktivitäten in den Berufszweigen des Baugewerbes und der Elektrotechnik sowie des Unternehmertums im Allgemeinen;

c) Kühlanlageninstallateur im Sinne des Königlichen Erlasses vom 21. Dezember 1974 zur Bestimmung der Bedingungen für die Ausübung der beruflichen Tätigkeit als Kühlanlageninstallateur in den kleinen und mittleren Handels- und Handwerksbetrieben;

5° für die Systeme nach Artikel 3 § 2 Ziffer 7 des Erlasses: Bohrtechniker oder Geologe.

Art. 6 - § 1 - Den in Artikel 8 § 1 des Erlasses angeführten Bedingungen für die Zulassung eines Ausbildungszentrums wird die Bedingung hinzugefügt, das Lehrmaterial nicht abzuändern, noch die Prüfungsfragebogen bei der Ausbildung zu benutzen.

§ 2 - Den in Artikel 8 § 2 des Erlasses angeführten Bedingungen für die Zulassung eines Prüfungszentrums werden folgende Bedingungen hinzugefügt:

1° der Verwaltung die Namen der Mitglieder des Prüfungsausschusses mitteilen, die an jeder Prüfungssitzung teilnehmen werden;

2° mindestens zehn Tage vor der Prüfung der Verwaltung, die ihm den Prüfungsfragebogen übermittelt, die Prüfungsdaten mitteilen;

3° alle erforderlichen Maßnahmen treffen, um zu vermeiden, dass die Installateure die Prüfungsfragen abschreiben oder mitnehmen;

4° innerhalb von fünfzehn Tagen nach Abschluss der Prüfungsbesprechungen der Verwaltung und der Prüfstelle die Prüfungsergebnisse mitteilen;

5° nur Kandidaten annehmen, die den in Artikel 5 § 2 Absatz 2 oder 4 des Erlasses genannten Bedingungen genügen.

Namur, den 6. Mai 2015

P. FURLAN
Frau E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/203055]

6 MEI 2015. — Ministerieel besluit houdende verschillende maatregelen tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,

De Minister van Teverkstelling en Vorming,

Gelet op het decreet van 18 juli 2012 betreffende de invoering van een certificeringsprocedure voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en van systemen voor energie-efficiëntie, inzonderheid op de artikelen 3 tot 6;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren, inzonderheid op de artikelen 4, 5 en 8;

Gelet op advies nr. 56.319/4 van de Raad van State, gegeven op 4 juni 2014 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluiten :

Artikel 1. Dit besluit is een gedeeltelijke omzetting van artikel 14.3 van Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van Richtlijn 2001/77/EG en Richtlijn 2003/30/EG wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder "het besluit", het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren.

Art. 3. Alle opleidingsmodules zijn de verplichte opleidingsmodules in de zin van artikel 5, § 2, tweede lid, van het besluit.

Art. 4. De in artikel 4, § 2, derde lid, van het besluit bedoelde voorwaarden betreffende de basisopleiding of de beroepsopleiding voor het basisberoep voor de categorieën bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid, 6°, van het besluit zijn de voorwaarden voor de toegang tot één van de volgende beroepsactiviteiten :

1° elektrotechnische activiteit in de zin van het koninklijk besluit van 29 januari 2007 betreffende de beroepsbekwaamheid voor de uitoefening van zelfstandige activiteiten van het bouwvak en van de elektrotechniek, alsook van de algemene aanneming;

2° installatieactiviteit voor centrale verwarming, klimaatregeling, gas en sanitair in de zin van het koninklijk besluit van 29 januari 2007 betreffende de beroepsbekwaamheid voor de uitoefening van zelfstandige activiteiten van het bouwvak en van de elektrotechniek, alsook van de algemene aanneming;

3° installateur-frigorist in de zin van het koninklijk besluit van 21 december 1974 tot bepaling van de eisen tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van installateur-frigorist in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen.

Art. 5. De relevante beroepservaring van minstens drie jaar bedoeld in artikel 4, § 1, 2°, van het besluit betreft de volgende activiteiten :

1° voor de systemen bedoeld in artikel 3, § 2, 1°, van het besluit :

a) een elektrotechnische activiteit in de zin van het koninklijk besluit van 29 januari 2007 betreffende de beroepsbekwaamheid voor de uitoefening van zelfstandige activiteiten van het bouwvak en van de elektrotechniek, alsook van de algemene aanneming;

b) een dakdekkers- en waterdichtingsactiviteit in de zin van het koninklijk besluit van 29 januari 2007 betreffende de beroepsbekwaamheid voor de uitoefening van zelfstandige activiteiten van het bouwvak en van de elektrotechniek, alsook van de algemene aanneming;

2° voor de systemen bedoeld in artikel 3, § 2, 2°, van het besluit :

a) een installatieactiviteit voor centrale verwarming, klimaatregeling, gas en sanitair in de zin van het koninklijk besluit van 29 januari 2007 betreffende de beroepsbekwaamheid voor de uitoefening van zelfstandige activiteiten van het bouwvak en van de elektrotechniek, alsook van de algemene aanneming;

b) een dakdekkers- en waterdichtingsactiviteit in de zin van het koninklijk besluit van 29 januari 2007 betreffende de beroepsbekwaamheid voor de uitoefening van zelfstandige activiteiten van het bouwvak en van de elektrotechniek, alsook van de algemene aanneming.

3° voor de systemen bedoeld in artikel 3, § 2, 3° en 5°, van het besluit, een installatieactiviteit voor centrale verwarming, klimaatregeling, gas en sanitair in de zin van het koninklijk besluit van 29 januari 2007 betreffende de beroepsbekwaamheid voor de uitoefening van zelfstandige activiteiten van het bouwvak en van de elektrotechniek, alsook van de algemene aanneming;

4° voor de systemen bedoeld in artikel 3, § 2, 6°, van het besluit :

a) een installatieactiviteit voor centrale verwarming, klimaatregeling, gas en sanitair in de zin van het koninklijk besluit van 29 januari 2007 betreffende de beroepsbekwaamheid voor de uitoefening van zelfstandige activiteiten van het bouwvak en van de elektrotechniek, alsook van de algemene aanneming;

b) een elektrotechnische activiteit in de zin van het koninklijk besluit van 29 januari 2007 betreffende de beroepsbekwaamheid voor de uitoefening van zelfstandige activiteiten van het bouwvak en van de elektrotechniek, alsook van de algemene aanneming;

c) installateur-frigorist in de zin van het koninklijk besluit van 21 december 1974 tot bepaling van de eisen tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van installateur-frigorist in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen;

5° voor de systemen bedoeld in artikel 3, § 2, 7°, van het besluit, boorder of geoloog.

Art. 6. § 1. Naast de erkenningsvoorwaarden van een opleidingscentrum bedoeld in artikel 8, § 1, van het besluit mogen de leermiddelen niet gewijzigd worden en mogen de vragenlijsten tijdens de opleiding niet gebruikt worden.

§ 2. Naast de erkenningsvoorwaarden van een opleidingscentrum bedoeld in artikel 8, § 2, van het besluit worden de volgende voorwaarden toegevoegd :

1° de namen van de juryleden die tijdens elke examensessie aanwezig zijn, aan de administratie mededelen;

2° minstens tien dagen voor het examen de data van de examens mededelen aan de administratie die de vragenlijst overmaakt;

3° alle nodige maatregelen treffen om te voorkomen dat de installateurs de examenvragen kopiëren of meenemen;

4° de resultaten van het examen aan de administratie en aan het controleorgaan mededelen binnen vijftien dagen na het einde van de beraadslagingen;

5° slechts de kandidaten aanvaarden die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 5, § 2, tweede of vierde lid, van het besluit.

Namen, 6 mei 2015.

P. FURLAN

Mevr. E. TILLIEUX